

Sur le sondage « #14septembre, #balancetonbahut, "tenue républicaine"... Pour les Français, qu'est-ce qu'une "tenue correcte" pour une fille au lycée ? »

Paris, le 30 septembre 2020

La publication du sondage Ifop pour Marianne « [#14septembre, #balancetonbahut, "tenue républicaine"...](#) Pour les Français, qu'est-ce qu'une "tenue correcte" pour une fille au lycée ? » ce mardi sur Twitter (après une première publication le 24 septembre) a provoqué de nombreuses réactions. Au vu de celles-ci, nous tenions à apporter les éclairages suivants sur ce qui a motivé la conduite de cette étude.

L'objectif du sondage était de mesurer le soutien des Français à un mouvement social, à savoir la mobilisation des lycéennes du 14 septembre sur le caractère sexiste des règlements des établissements scolaires sur les tenues admises. A cette actualité s'est ajoutée la polémique sur les propos du ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer lorsque celui-ci a prôné le port d'une tenue « républicaine » à l'école, et les réactions qui ont suivi. **L'Ifop mesurant depuis plusieurs décennies le soutien des Français aux mouvements sociaux qui agitent le pays, réaliser un sondage sur le thème de « la tenue des lycéennes » nous est apparu à la fois pertinent, car correspondant au cœur des revendications du mouvement, et conforme aux termes du débat public en cours.**

Afin de mesurer l'adhésion des Français au mouvement du 14 septembre et aux déclarations de Jean-Michel Blanquer, nous avons interrogé un échantillon représentatif des Français âgés de 18 ans et plus, comme il est habituel dans les enquêtes d'opinion. Mieux encore, nous avons interrogé un échantillon deux fois plus important qu'en temps normal (environ 2 000 interviewés) pour **disposer de bases statistiques les plus solides afin de mesurer le point de vue des jeunes de moins de 25 ans, théoriquement les plus en phase avec les lycéennes.**

Le choix d'interroger l'ensemble des Français plutôt que les lycéennes procède de la motivation originelle du sondage : mesurer l'adhésion des Français à un mouvement social, fut-il mené par une population distincte de celle de l'échantillon. Ce choix se justifie d'autant plus que, dans la perspective de légiférer sur ce qui est admis ou non dans les écoles (ce qui correspond aux termes du débat politique), les principales concernées ne sont pas mises en position de trancher : **puisque les règlements intérieurs des établissements scolaires, en particulier les dispositions relatives à la tenue des élèves, sont du ressort des chefs d'établissements (en l'absence de règles à l'échelle nationale), les seuls à pouvoir enjoindre ces derniers à changer les règles sont les pouvoirs publics, sur lesquels l'opinion peut éventuellement exercer une pression en exprimant ses positions sur le sujet, comme on a pu le voir par le passé (sur l'IVG et la contraception notamment).**

Enfin, la présentation des résultats de ce sondage était illustrée par différents pictogrammes, dont certains représentant les tenues faisant l'objet de polémique dans le débat en cours concernant les lycéennes. A ce titre, **nous avons utilisé des pictogrammes par défaut, qui figuraient déjà dans d'autres études relatives au rapport des Français au dévoilement des corps. Ces sondages, menés de front par le pôle « Genre, sexualités et santé sexuelle » de l'Ifop, mesurent depuis de nombreuses années la pression sexuelle vécue par les femmes dans notre société et la difficulté à faire évoluer les consciences à ce propos.** Il est donc regrettable que ces pictogrammes, qui étaient destinés à faciliter la lecture des résultats (et n'ont pas été soumis aux interviewés), aient pu laisser penser à certains que nous avions, consciemment ou non, cherché à véhiculer des clichés sexistes.

En conclusion, nous tenons à rappeler que l'Ifop se présente au chevet de l'opinion publique depuis plus de quatre-vingt ans avec le souci continu de mesurer les positions des Français sur les grands sujets de société. De rendre compte de leurs représentations, leurs attentes et leurs espoirs. Pour savoir, comprendre et donner à chacun les moyens d'exprimer son opinion. Et de rappeler également que constater une situation ne revient pas à l'approuver ou à la promouvoir, d'autant que les résultats partagés du sondage d'aujourd'hui montrent que le sujet demeure controversé. Ainsi, dans le souci d'éclairer le débat public, et de la même manière que l'Ifop accompagne les évolutions de la société depuis des décennies (par exemple dès les années 1960 en témoignant de l'essor de la mini-jupe), nous continuerons à interroger les Français sur les sujets d'actualité. Pour savoir, comprendre et donner à chacun les moyens d'exprimer son opinion.

Le pôle Genre, sexualités et santé sexuelle de l'Ifop